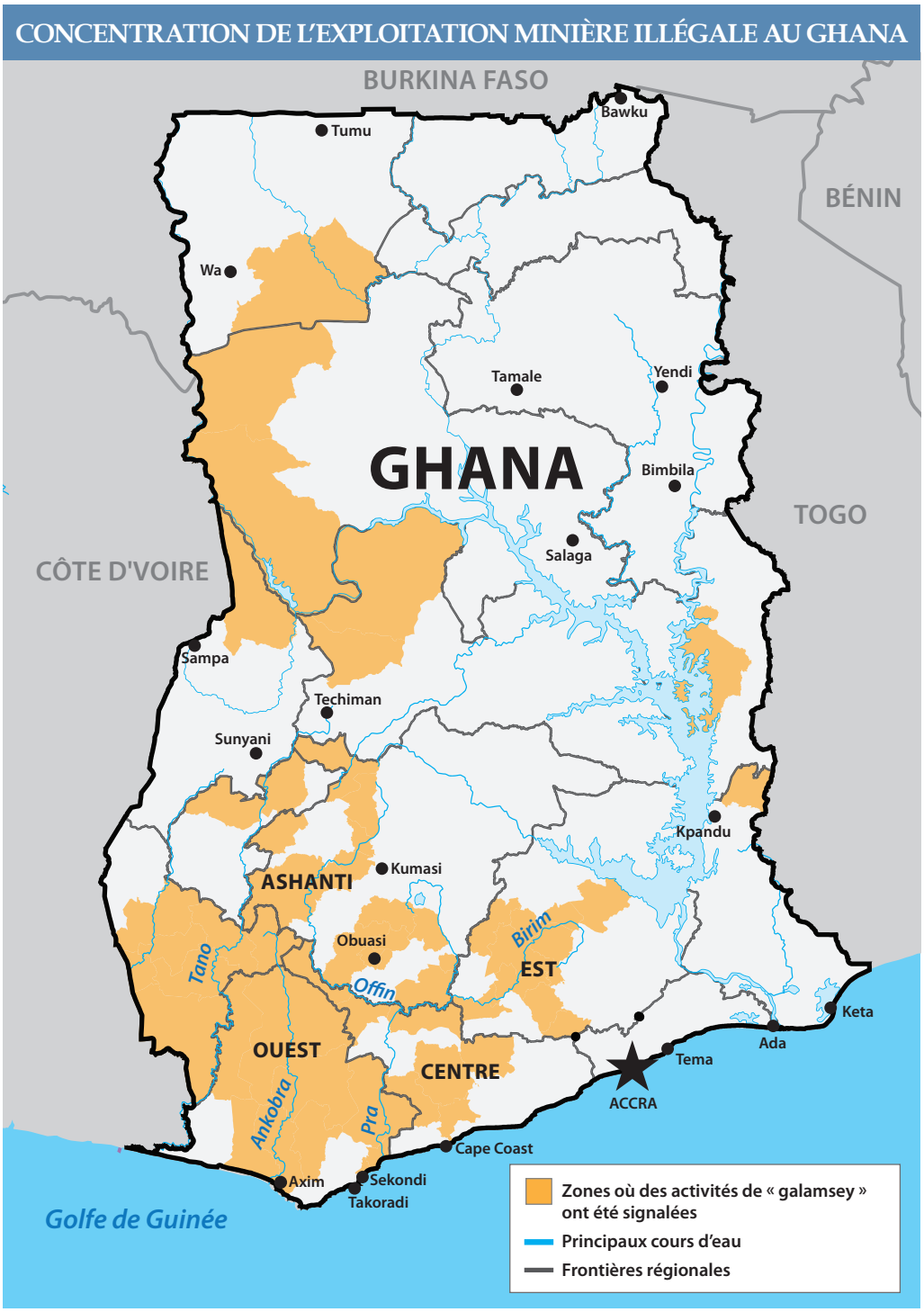
La crise de l'exploitation illégale de l'or au Ghana : une menace pour la sécurité nationale et régionale

CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Par Edem Srem

4 août 2026

La prolifération du « galamsey » — l'exploitation aurifère illicite et la contrebande d'or — attire de plus en plus les réseaux criminels qui recourent à la coercition et à la cooptation pour porter atteinte à la sécurité, à l'État de droit et aux entreprises légitimes.





La profonde altération du cours de la rivière Offin par le galamsey a des répercussions sur les communautés locales de la région d'Ashanti (Photo : Edem Srem).

L'exploitation illégale de l'or au Ghana est passée d'un simple défi local en matière d'application de la loi à un problème croissant de gouvernance et de sécurité ayant des implications nationales et régionales. Après des années d'expansion constante, l'exploitation aurifère artisanale et à petite échelle génère désormais environ 11 milliards de dollars de recettes en devises, contre 9 milliards pour les grandes sociétés minières. On estime que 70 à 80 % des mineurs artisanaux opèrent sans licence. Cela alimente une économie illicite tentaculaire impliquant des centaines de milliers de mineurs, des financiers transnationaux, des opérateurs étrangers, des contrebandiers d'or, des fournisseurs d'équipements et des intermédiaires criminels.

Le terme ghanéen « **galamsey** » (littéralement « ramasser et vendre ») désigne l'exploitation aurifère illégale, à petite échelle et non réglementée, qui se pratique généralement le long des lits des cours d'eau. Travaillant sur des sites auxquels ils n'ont pas légalement accès, ces mineurs utilisent des produits chimiques toxiques tels que le mercure pour extraire l'or par amalgamation. Les substances chimiques rejetées dans les cours d'eau mettent ensuite en danger l'eau potable, la pêche, la production de cacao et d'autres activités commerciales.

Les gouvernements ghanéens successifs ont déployé des forces spéciales militaires et policières pour lutter contre l'exploitation minière illégale dans ce pays, qui est non seulement le premier producteur d'or d'Afrique, mais aussi le sixième au monde. Pourtant, ces opérations récurrentes n'ont pas permis d'assurer un contrôle durable de nombreuses zones touchées.

Les implications en matière de sécurité vont bien au-delà de l'extraction illégale elle-même. Les groupes criminels organisés protègent de plus en plus les opérations de « galamsey » par la violence et l'intimidation afin de contrôler l'accès aux terres et aux revenus. Les affrontements liés à l'exploitation minière illégale ont coûté la vie à plus de 50 membres des forces de sécurité et à plus de 120 civils ces dernières années. Les autorités ont saisi un grand nombre d'armes à feu illégales sur les sites miniers, ce qui souligne les défis sécuritaires croissants auxquels le gouvernement est confronté pour contrôler le territoire, réguler les ressources stratégiques et faire respecter l'État de droit dans les régions touchées.

Les réseaux locaux d'exploitation minière illégale se sont également imbriqués dans les circuits transfrontaliers de contrebande d'or, les flux financiers illicites et les acteurs étrangers. Cela inclut l'afflux massif d'opérateurs chinois, de capitaux et d'équipements ayant accéléré la mécanisation du secteur au cours des deux dernières décennies. Ces dynamiques ont transformé le « galamsey », qui était une activité de subsistance essentiellement informelle, en une économie politique parallèle fonctionnant de plus en plus en dehors de tout contrôle effectif de l'État.

La faiblesse de la gouvernance des secteurs miniers rend le Ghana vulnérable à l'exploitation par des organisations extrémistes violentes, comme cela s'est produit ailleurs en Afrique de l'Ouest. Au Burkina Faso et au Mali voisins, par exemple, des groupes islamistes militants se sont infiltrés dans les économies minières artisanales pour générer des revenus, étendre leur influence locale et financer leurs insurrections violentes.

En bref : la crise du « galamsey » au Ghana

- **Entre 700 000 et 800 000** mineurs illégaux estimés à l'échelle nationale,
- **Des stations d'épuration** fermées périodiquement en raison de la contamination,
- **2,3 milliards de dollars** de pertes de recettes annuelles estimées,
- **120 des 261 districts** administratifs du Ghana sont touchés et
- Les bassins fluviaux de **la Pra, de l'Ankobra, de l'Offin, du Tano, du Birim et du Densu** sont les plus directement touchés.

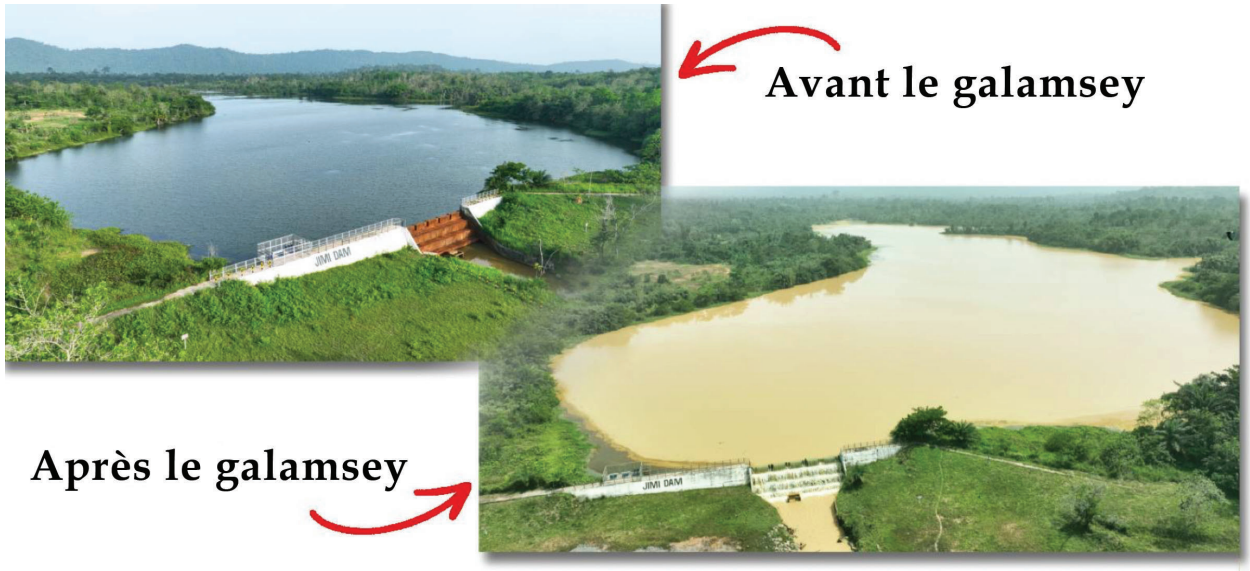
D'UN MOYEN DE SUBSISTANCE INFORMEL À UNE ÉCONOMIE POLITIQUE PARALLÈLE

Au Ghana, l'exploitation artisanale de l'or constitue depuis longtemps un complément aux moyens de subsistance des populations rurales. Pendant des décennies, les petits exploitants ont tamisé les sédiments fluviaux ou creusé des fosses peu profondes à l'aide d'outils rudimentaires, opérant largement en marge de l'économie formelle. Bien que souvent non réglementées, ces activités étaient généralement localisées, à forte intensité de main-d'œuvre et d'une ampleur limitée.

Cette situation a commencé à évoluer au début des années 2000, sous l'effet de trois dynamiques qui se sont renforcées mutuellement :

- La hausse des cours mondiaux de l'or,
- L'afflux de capitaux et de machines étrangers, et
- Les faiblesses persistantes de la réglementation et de son application.

Les excavatrices, les dragues et les équipements de traitement mécanisés — souvent financés par des investisseurs extérieurs — ont considérablement accru la capacité d'extraction, permettant à l'activité minière de s'étendre rapidement aux réserves forestières, aux terres agricoles et aux grands réseaux fluviaux.



Le barrage de Jimi, situé sur la rivière Jimi dans la région d'Ashanti, avant (avril 2023) et après (novembre 2024) les opérations de « galamsey » en amont. (Photo : Edem Srem)

À mesure que la production augmentait, la complexité des réseaux qui la soutenaient s'accroissait également. Les opérations minières illégales se sont transformées en systèmes interconnectés de financement, de transport, de collecte de l'or et d'affinage informel. Malgré les restrictions légales pesant sur la participation étrangère dans le secteur minier artisanal ghanéen, des opérateurs étrangers — en particulier des financiers et des fournisseurs d'équipements chinois — se sont intégrés à ces chaînes d'approvisionnement illicites par le biais de partenariats locaux et d'accords de financement.

Ce rôle des acteurs étrangers est rendu possible par des « acheteurs de brousse » locaux qui achètent l'or directement aux mineurs — souvent par le biais de transactions anonymes en espèces, avec peu ou pas de documentation — avant de le revendre à des intermédiaires opérant dans des centres commerciaux régionaux tels que Kumasi. À ces premiers stades du commerce de l'or, l'or extrait illégalement est fréquemment mélangé à de l'or issu de sources légales, ce qui complique la traçabilité et affaiblit les mécanismes de contrôle.

Les images satellites et la surveillance aérienne illustrent l'ampleur de cette transformation, montrant des engins de chantier lourds qui dénudent les versants des collines et draguent les lits des rivières de manière quasi continue. Selon certaines estimations, quelque 50 000 mineurs chinois illégaux opèrent actuellement au Ghana, soutenus par de vastes réseaux de financiers, de fournisseurs d'équipements, de transporteurs, d'intermédiaires et d'affineurs informels.

Sur le plan géographique, l'exploitation minière illégale se concentre dans les zones forestières et riveraines des régions d'Ashanti, de l'Ouest, de l'Est et du Centre, au centre-sud du Ghana. Ces zones d'exploitation minière intensive chevauchent les zones de culture du cacao, les bassins versants et les réserves protégées, amplifiant ainsi les conséquences nationales de ce qui pourrait autrement apparaître comme une activité économique localisée.

Dans de nombreuses communautés touchées, l'exploitation minière illégale s'est profondément ancrée dans les économies locales, générant des emplois, des flux de trésorerie et une influence politique, tout en affaiblissant simultanément la surveillance réglementaire et l'autorité officielle chargée de faire respecter la loi. À mesure que l'économie illicite parallèle liée au « galamsey » prend de l'ampleur, elle représente non seulement une menace croissante pour la sécurité nationale, alimentée par le crime organisé, mais elle érode également d'autres secteurs de l'économie ghanéenne.

COMMENT LE « GALAMSEY » AFFECTE LA SÉCURITÉ NATIONALE

Le « galamsey » interfère directement avec les fonctions essentielles de l'État : l'application de la loi, la régulation de l'activité économique, la fourniture de services publics et le maintien de la sécurité. L'extraction illégale persiste malgré des opérations policières et militaires répétées, ce qui souligne l'importance d'examiner comment les réseaux d'extraction illicite remodèlent l'autorité locale, empêchent l'application de la loi et génèrent de la criminalité.

Criminalité, coercition et réseaux illicites

La croissance du « galamsey » est de plus en plus soutenue par des réseaux criminels qui coordonnent le financement, les machines, la main-d'œuvre, le transport, le regroupement de l'or et le raffinage informel. Opérant à travers plusieurs niveaux d'intermédiaires et des transactions informelles, ces réseaux compliquent la surveillance et affaiblissent la traçabilité. Le contrôle exercé sur le regroupement en aval, le transport et l'accès au marché a souvent plus d'impact que l'activité sur le site minier lui-même, permettant ainsi à l'or extrait par des opérations minières non autorisées ou illégales d'être blanchi au sein de chaînes d'approvisionnement légitimes.

À mesure que ces réseaux se sont étendus, la violence et la coercition sont devenus des moyens de plus en plus importants pour protéger les opérations et réguler l'accès aux zones minières. Les journalistes enquêtant sur les activités minières illégales ont été victimes de passages à tabac, de menaces et de suppression forcée de leurs enregistrements, tandis que les communautés locales et les groupes rivaux sont souvent intimidés pour les empêcher d'interférer avec les opérations. Dans certaines régions, le « galamsey » se poursuit à

proximité des postes de police ou malgré des opérations de répression répétées, renforçant ainsi l'impression que les acteurs illicites peuvent opérer en toute impunité.

De nombreux sites miniers illégaux fonctionnent désormais comme des espaces où l'activité économique est régulée moins par le droit formel que par des mécanismes informels de coercition. Les acteurs armés recourent aux armes à feu, aux machettes et à l'intimidation pour sécuriser les sites miniers, dissuader leurs rivaux, résister aux efforts de répression et réguler l'accès aux zones minières. Ces groupes sont généralement composés de jeunes locaux, d'agents de sécurité privés et d'acteurs criminels organisés autour de financiers miniers individuels plutôt que d'organisations criminelles identifiables. L'ampleur de cette militarisation est devenue de plus en plus évidente. Selon certaines estimations, les forces de sécurité saisiraient environ 1 500 armes à feu illégales chaque année sur les sites de « galamsey » dans les seules régions d'Ashanti et de l'Ouest. Ces dynamiques normalisent de plus en plus le recours à la force comme moyen de régulation économique, affaiblissant ainsi la confiance dans la capacité des institutions de sécurité officielles à faire respecter la loi de manière cohérente et à protéger les entreprises économiques légales.

La persistance d'une protection armée autour des activités économiques illicites crée des vulnérabilités localisées en matière de sécurité et de gouvernance. Les armes acquises pour protéger les opérations minières ont également été associées à des vols à main armée et à d'autres activités criminelles dans les districts concernés.

Pressions sur la gouvernance et autorité de l'État

La persistance du « galamsey » reflète non seulement des lacunes dans l'application de la loi, mais aussi des incitations de gouvernance faussées autour du secteur aurifère. Ces conditions ont contribué à la croissance des réseaux clientélistes, à des pratiques discrétionnaires d'octroi de licences et à une application inégale de la loi. Cela réduit la crédibilité des institutions gouvernementales et crée de fortes pressions pour tolérer ou réglementer de manière sélective les opérations liées à la génération de revenus et de recettes locales. La confiance du public a été encore davantage ébranlée par des allégations récurrentes d'ingérence politique et de manque de redevabilité, notamment des informations selon lesquelles des centaines d'excavatrices saisies lors d'opérations anti-galamsey auraient par la suite disparu sans explication.

Ces dynamiques compliquent également les relations entre les communautés et les acteurs de la sécurité. Dans les zones où les moyens de subsistance dépendent fortement de l'activité minière, les opérations de contrôle peuvent être perçues non seulement comme des interventions de lutte contre la criminalité, mais aussi comme des menaces pour la survie locale. Les commanditaires criminels du « galamsey » peuvent ainsi se présenter comme des protecteurs de l'économie tout en qualifiant la réglementation gouvernementale de prédatrice. Cette situation peut ouvrir la voie à une instabilité plus généralisée.



Une file de mineurs de « galamsey » lavant de l'or sur un site à Wassa Dadieso, dans la région de l'Ouest. (Photo : Edem Srem).

Comment l'exploitation minière illégale menace la sécurité de l'eau

Le « galamsey » est devenu une source majeure de pression sur les infrastructures hydrauliques du Ghana. Le dragage des rivières, les excavations le long des berges et l'utilisation généralisée de mercure et d'autres produits chimiques ont fortement pollué les principaux cours d'eau, notamment les rivières Pra, Offin, Ankobra et Birim. Dans certaines zones, les niveaux de contamination ont largement dépassé les capacités de traitement, forçant des arrêts périodiques des stations d'épuration et augmentant considérablement les coûts de traitement.

Ces perturbations vont au-delà de la dégradation de l'environnement. À mesure que la contamination s'intensifie, les difficultés d'approvisionnement en eau affectent de plus en plus les populations urbaines et périurbaines, y compris les principaux centres commerciaux et administratifs.

Les conséquences sont de plus en plus importantes. Les perturbations des systèmes de traitement et de distribution de l'eau accentuent la pression sur les autorités locales, augmentent le risque de troubles localisés et compliquent la fourniture de services dans des communautés déjà mises à rude épreuve. Dans les régions minières, la contamination des sources d'eau contribue également à l'aggravation des problèmes de santé, notamment les maladies respiratoires, les affections cutanées et les intoxications aux métaux lourds.

VULNÉRABILITÉS ÉCONOMIQUES STRATÉGIQUES

L'exploitation minière non réglementée et illégale impose des coûts économiques considérables au gouvernement ghanéen en raison de la perte de recettes fiscales, de la contrebande d'or, des charges liées à la remise en état de l'environnement et de l'expansion des flux financiers illicites. Selon certaines estimations, le Ghana perdrait chaque année des milliards de dollars en raison d'exportations d'or non déclarées, qui pourraient autrement servir à financer les infrastructures, les services publics et les opérations de sécurité.

Les effets s'étendent au-delà du secteur minier lui-même. L'activité de galamsey empiète de plus en plus sur des zones agricoles et écologiques d'importance stratégique, notamment les zones de culture du cacao, les réserves forestières et les bassins fluviaux essentiels. La Commission forestière a signalé des activités minières illégales dans des dizaines de réserves forestières, tandis que les districts producteurs de cacao ont subi des pertes importantes de terres productives. À titre de comparaison, le cacao contribue à hauteur d'environ 10 % à l'économie ghanéenne. Le déclin de la production agricole qui en résulte menace également la production alimentaire, les moyens de subsistance et les recettes d'exportation dans des communautés déjà confrontées à des pressions économiques. Près des trois quarts de la population rurale du Ghana dépendent de l'agriculture pour leur subsistance.

La circulation rapide des revenus liés à l'exploitation minière peut également fausser les économies locales en favorisant l'extraction à court terme au détriment des investissements agricoles ou commerciaux à plus long terme.

Les filières de contrebande d'or transitant par les pays voisins et les plaques tournantes commerciales internationales compromettent le contrôle des exportations et facilitent des activités financières illicites à plus grande échelle. Dans les régions frontalières du nord, les responsables ghanéens de la sécurité doivent faire face à la possibilité que des pôles miniers et des couloirs de contrebande faiblement réglementés deviennent vulnérables à l'exploitation par des acteurs criminels organisés ou extrémistes opérant de l'autre côté de la frontière, au Burkina Faso.

VERS UNE RÉPONSE SÉCURITAIRE PLUS EFFICACE

Le « galamsey » est devenu un problème de sécurité et de gouvernance ancré dans des réseaux économiques illicites, une application insuffisante de la réglementation et des pressions croissantes sur des secteurs et des infrastructures d'importance stratégique. Les réponses apportées jusqu'à présent ont échoué non pas parce que le problème est insoluble, mais parce que les interventions se sont souvent concentrées sur l'activité minière visible tout en laissant largement intacts les systèmes politiques et économiques qui soutiennent l'extraction illicite.

Les efforts de répression passés se sont largement appuyés sur des opérations coup de poing périodiques menées sur les sites miniers, ciblant souvent les mineurs tout en laissant les financiers, les équipementiers, les réseaux de transport et les réseaux de collecte de l'or relativement à l'abri de toute perturbation. Le galamsey fonctionnant de plus en plus à travers des réseaux organisés et à plusieurs niveaux, des réponses plus efficaces nécessiteront des opérations fondées sur le renseignement et ciblant les acteurs qui financent et coordonnent l'exploitation minière illégale. Cibler ces nœuds en amont augmenterait plus efficacement les risques opérationnels pour les acteurs illicites que des raids répétés au niveau des sites. Cela implique de cibler les financiers, les fournisseurs d'équipements, les acheteurs d'or, les transporteurs et les intermédiaires à l'exportation par le biais d'enquêtes financières, d'un contrôle des licences, de mesures douanières et de mesures de lutte contre le blanchiment d'argent. Cela permettrait également de réduire le nombre de confrontations directes entre les forces de sécurité et les communautés dépendantes de l'exploitation minière.

L'afflux d'opérateurs, de capitaux et d'équipements mécanisés chinois a transformé le « galamsey », qui constituait auparavant un défi de maintien de l'ordre essentiellement local, en un phénomène présentant d'importantes dimensions criminelles transnationales. Il est essentiel d'appliquer les restrictions relatives à la participation étrangère dans le secteur minier artisanal ghanéen, de renforcer le contrôle des importations d'équipements lourds et des exportations illicites d'or, et de collaborer avec les douanes, les cellules de renseignement financier et les partenaires internationaux pour mettre fin à la contrebande transfrontalière et au blanchiment d'argent, afin de compliquer la tâche des réseaux criminels organisés qui entretiennent des opérations minières illégales.

Les réseaux clientélistes liés au « galamsey », les systèmes d'octroi de licences discrétionnaires et l'application inégale des réglementations ont affaibli la confiance dans le gouvernement et renforcé le sentiment d'une application sélective de la loi. Pour inverser cette tendance, il faudra renforcer l'indépendance et la protection des mécanismes de contrôle. Cela passe notamment par des systèmes plus transparents de suivi des licences et des concessions, par une clarification des mandats des agences et par une réduction des ingérences politiques dans les processus d'octroi de licences et d'application de la loi.

L'application de la loi ne peut à elle seule mettre fin à une économie minière illicite qui s'est profondément ancrée dans de nombreuses communautés locales. Pour renforcer davantage les efforts de lutte contre le « galamsey », des initiatives seront également nécessaires pour :

- **Élargir l'accès à l'exploitation minière artisanale formalisée.** La simplification des procédures d'octroi de licences et l'amélioration des systèmes de suivi et de certification des exportations peuvent contribuer à réduire les incitations aux activités illégales tout en garantissant la supervision du secteur par les pouvoirs publics.
- **Protéger les secteurs économiques stratégiques.** Des investissements soutenus dans la remise en état des terres, la réhabilitation environnementale et la création de moyens de subsistance alternatifs dans les districts fortement touchés par l'exploitation minière peuvent contribuer à redynamiser la production de cacao, les infrastructures hydrauliques et les terres agricoles.
- **Atténuer la vulnérabilité face à l'exploitation par des acteurs extrémistes régionaux.** Les autorités ghanéennes doivent renforcer le renseignement financier, la coordination aux frontières et les mécanismes régionaux de partage d'informations afin de se prémunir de manière proactive contre les tentatives de déstabilisation menées par ces groupes extrémistes extérieurs.

Ces mesures soulignent la nécessité d'un engagement politique durable plutôt que d'interventions ponctuelles. Le problème du « galamsey » ne sera pas résolu par la seule application de la loi, ni par une politique environnementale isolée. Il nécessite une stratégie coordonnée qui reconnaisse l'exploitation minière illicite comme un défi affectant la gouvernance, la résilience économique et la sécurité intérieure — un défi dont la résolution est de plus en plus liée à la capacité du gouvernement à maintenir la confiance du public, une surveillance efficace et une stabilité à long terme.

Edem Srem *est un journaliste et réalisateur de documentaires ghanéen primé, ainsi que directeur exécutif de la société de production 5fifty Documentaries.*